Madame la Première présidente de la Cour de cassation,

Monsieur le Procureur général près ladite Cour,

Mesdames et Messieurs les Premiers présidents des cours d'appels,

Mesdames et Messieurs les Procureurs généraux près lesdites cours,

En complément de la note conjointe NORJUSB2011049C du 5 mai 2020 relative aux conditions et modalités de la reprise progressive d'activité au sein des juridictions judiciaires à compter du 11 mai 2020, je vous prie de bien vouloir trouver les instructions relatives à la situation des magistrats, fonctionnaires et agents des services judiciaires devant garder leurs enfants habituellement scolarisés à compter du mardi 2 juin 2020.

Conformément aux directives de la DGAFP, à compter du 2 juin 2020, les ASA pour gardes d'enfants (lorsque le télétravail n'est pas possible) ne pourront être accordées qu'aux seuls agents pour lesquels l'établissement scolaire, ou le cas échéant la mairie, aura remis une attestation de non prise en charge de l'enfant. Les parents ne souhaitant pas scolariser leurs enfants alors que l'organisation mise en place permet un retour dans leur structure d'accueil posent des jours de congés.

En pratique, un agent des services judiciaires ne pourra bénéficier d'une ASA pour garde d'enfants qu'aux conditions suivantes :

- Etre parent d'un enfant de moins de 16 ans,
- Justifier de l'absence d'accueil de l'enfant concerné dans son établissement scolaire (ou sa structure d'accueil) ; en cas d'accueil partiel, l'attestation devra préciser les jours et horaires auquel l'enfant est accueilli ou non-accueilli ;
- Justifier en pratique qu'il ne dispose d'aucune solution de garde alternative : un nouveau modèle d'attestation sur l'honneur est fourni en pièce jointe. Doivent être considérés comme bénéficiant d'une solution alternative de garde, les agents dont le conjoint ou l'autre parent, un membre de la famille, une aide familiale est en capacité de garder l'enfant. Il en est de même si la structure scolaire ou la mairie ont mis en place un accueil alternatif de l'enfant.

Conformément à la doctrine en vigueur depuis le début de la crise sanitaire, le télétravail ou le travail à distance doit toujours être privilégié par rapport à l'ASA dès lors qu'il est adapté à la nature des fonctions, possible techniquement, et effectif, ce qui n'empêche pas une adaptation tenant compte de la charge de la garde d'enfant.

La situation des enfants handicapés quel que soit leur âge est assimilée à celle des enfants scolarisés de moins de seize ans.

Mes services, notamment les sous-directions RH (magistrats : sdrhm.dsj@justice.gouv.fr ; greffe : sdrhg.dsj@justice.gouv.fr), demeurent à votre disposition pour tout complément d'information.

Très cordialement

Peimane GHALEH-MARZBAN Directeur des services judiciaires